

ALBERT

Petit journal illustré

Numéro 179 - Du 11 au 31 juillet 2025

3,50 €

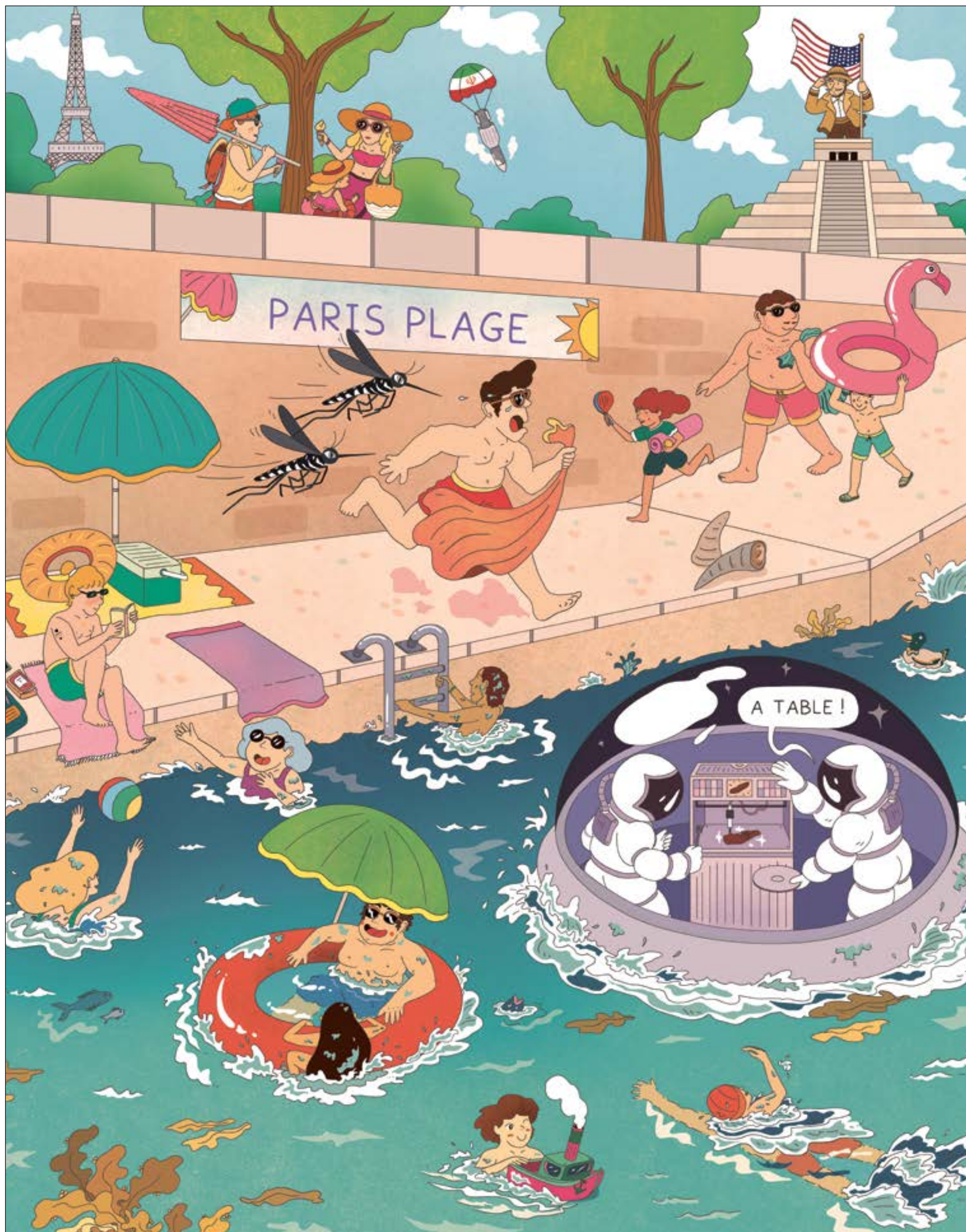


Illustration : Yohan Colombié-Vivès

À Paris, la Seine s'ouvre à la baignade

Cet été, les Parisiens pourront se baigner dans la Seine, le fleuve qui traverse la ville. Après les épreuves des Jeux olympiques qui s'y sont déroulées l'an dernier, la mairie de Paris avait promis d'aménager et sécuriser la baignade pour le grand public. De plus en plus de villes envisagent de rendre leurs fleuves ou leurs rivières baignables.



Comment les Parisiens pourront-ils se baigner dans la Seine cet été ?

Depuis le 4 juillet et jusqu'au 31 août, les Parisiens et les touristes pourront nager pour la première fois dans la Seine, le fleuve qui traverse Paris. La ville vient d'ouvrir trois sites de baignade accessibles gratuitement, le long du cours d'eau : un dans le bras de Grenelle, à l'ouest, près de la tour Eiffel, un dans le bras Marie, en plein centre, et un à Bercy, dans l'est de Paris.

Pour cela, les quais ont été spécialement aménagés et des pontons ont été installés pour pouvoir descendre dans l'eau. Pour la sécurité des nageurs, les zones de baignade sont délimitées par des bouées et surveillées par des maîtres nageurs.

Des drapeaux verts, oranges ou rouges indiquent aussi le niveau de sécurité, selon le débit du fleuve et la qualité de l'eau.

La baignade dans la Seine a-t-elle toujours été interdite ?

Autrefois, à Paris, il était tout à fait possible de nager dans la Seine. Au milieu du XVII^e siècle, cette pratique était même à la mode. Mais à la fin du XVIII^e siècle, elle est interdite pour des raisons de décence car, à l'époque, on se baignait nu.

Dans le courant du XIX^e siècle, la Seine devient à Paris un lieu de loisirs et de sport, et de nombreux clubs de natation se créent. Des compétitions sont organisées

directement dans le fleuve, dont l'épreuve de natation des Jeux olympiques en 1900.

Puis, avec les usines de plus en plus nombreuses en ville, le cours d'eau devient de plus en plus pollué. Pour des raisons sanitaires, la baignade dans la Seine est définitivement interdite en 1923 et n'a plus été autorisée depuis, jusqu'à cette année.

Pourquoi a-t-il fallu autant de temps pour rendre la Seine baignable ?

En 2017, lorsque Paris a été désignée comme ville hôte des Jeux olympiques 2024, la maire de Paris, Anne Hidalgo, a annoncé son projet de rendre la Seine à nouveau baignable, à la fois pour les athlètes et pour le grand public.

Toutefois, la Seine est régulièrement polluée par les rejets des usines et le trafic des bateaux. Parfois, en cas de fortes pluies, les eaux usées provenant des immeubles se déversent aussi directement dans le fleuve. Il peut alors se retrouver contaminé par des bactéries issues des déjections, qui sont dangereuses pour la santé. La ville de Paris a ainsi pris le temps d'aménager, ces dernières années, de nombreux réseaux d'assainissement.

Désormais, pendant tout l'été, des contrôles de l'eau sont réalisés chaque jour : si la quantité de bactéries présentes dépasse les seuils autorisés par la loi, l'accès à la Seine sera fermé au public. Des capteurs connectés analysent aussi la qualité de l'eau en temps réel et lancent une alerte en cas de danger.

D'autres villes ont-elles ouvert leurs fleuves à la baignade ?

En France, il existe au total plus de 1200 sites de baignade en eau douce (lacs, rivières, plans d'eau), dont certains sont situés en ville. Mais hormis Paris, les très grandes villes ne proposent pas de baignade dans les fleuves qui les traversent. Les grands fleuves comme la Garonne, la Loire, le Rhin ou le Rhône sont dangereux : le courant y est parfois très fort ou très variable. Pour des baigneurs, les risques de heurter des obstacles sont aussi plus grands en ville.

Mais avec le réchauffement climatique, de nombreuses municipalités travaillent sur de tels projets d'aménagement, pour créer des îlots de fraîcheur et proposer un meilleur cadre de vie à leurs habitants. Lyon, par exemple, étudie la possibilité de créer des bassins dans le Rhône et la Saône pour l'été 2027.

La baignade urbaine se pratique-t-elle dans les autres pays d'Europe ?

Plusieurs grandes villes d'Europe ont déjà mis en place des zones de baignade dans leurs fleuves et leurs rivières. En Autriche, à Vienne, l'eau du Danube est d'une excellente qualité. C'est également le cas en Suisse : dans le Rhin, à Bâle ou dans la Limmat, à Zurich. En Allemagne, la ville de Munich désinfecte l'eau de l'Isar pour la rendre baignable. À Copenhague, au Danemark, les nageurs peuvent quant à eux plonger dans les canaux et l'eau du port. ■

La chasse au moustique tigre est lancée

Le retour de l'été et des fortes chaleurs favorise aussi celui d'un insecte désormais bien connu : le moustique tigre. De nombreuses villes s'organisent pour limiter sa propagation, car ses piqûres peuvent transmettre toutes sortes de maladies.



Il fait partie des dix espèces les plus invasives au monde : en 20 ans, le moustique tigre (appelé scientifiquement *aedes albopictus*) est parvenu à s'implanter dans presque toute la France métropolitaine. Cet insecte, reconnaissable à ses rayures blanches et noires sur le corps et les pattes, a été identifié pour la première fois en 2004, dans la région de Nice. Aujourd'hui, seules quelques zones comme la pointe

bretonne, le sud de la Normandie ou les départements les plus au nord y échappent encore. Depuis, la progression du moustique tigre est très surveillée car ses piqûres peuvent transmettre différents virus tropicaux, comme le chikungunya, la dengue ou le Zika. Ces maladies provoquent de la fièvre, des maux de tête, des douleurs articulaires ou musculaires et, parfois, des

vomissements pour la dengue et des éruptions cutanées pour le Zika. En 2024, la France métropolitaine a connu une épidémie de dengue sans précédent, avec 4777 cas enregistrés, soit deux fois plus qu'en 2023. Cette année encore, la propagation de ces virus est suivie de près par les autorités de santé.

Des cas « autochtones »

Fin juin, l'agence Santé Publique France dénombrait 454 cas de dengue, 645 cas de chikungunya et un cas de Zika. Tous ces malades ont été infectés durant un voyage en zone tropicale, mais les autorités sont attentives aux cas dits « autochtones » : des personnes qui contractent ces virus sans avoir voyagé, mais qui ont été piquées par des moustiques ayant piqué, avant eux, une personne contaminée. Fin juin, six cas « autochtones » de chikungunya avaient été détectés en métropole. Pour se protéger, les agences de santé recommandent de porter des vêtements couvrants, d'installer des moustiquaires et des ventilateurs, et surtout de ranger, couvrir ou vider tout ce qui pourrait

contenir de l'eau stagnante, car c'est là que pondent les femelles et que se développent les larves. Certaines villes, elles, mettent en place des pièges ou organisent des opérations de « démoustication » la nuit, en pulvérisant un insecticide spécial autour des habitations. Au printemps, la ville de Brive-la-Gaillarde, en Corrèze, a même lancé un dispositif innovant : pour freiner la propagation de l'espèce, elle a relâché des milliers de moustiques mâles stériles, incapables de féconder les œufs des femelles. ■

La Réunion en lutte contre le chikungunya

À la Réunion, un département français situé dans l'océan Indien, une forte épidémie de chikungunya sévit depuis le début de l'année : plus de 54 000 cas ont été enregistrés de janvier à mi-juin. Les autorités appellent les habitants à être vigilants et à consulter rapidement si des symptômes apparaissent.

Steaks de l'espace : bientôt une réalité ?

En avril, l'Agence spatiale européenne (ESA) a mené une expérience avec la société Frontier Space. L'objectif : tester comment produire de la nourriture dans l'espace, pour les astronautes.

Des menus hors de prix pour des aliments sans grande saveur : souvent, les astronautes se contentent de nourriture déshydratée (dont on a retiré l'eau), précuite, et réchauffée. Et d'après des experts, ces repas coûteraient environ 23 000 euros par jour et par personne. Une somme liée, surtout, au lancement des fusées pour envoyer des vaisseaux de ravitaillement. Or, pour des missions plus longues, par exemple sur la Lune, ou plus lointaines, comme sur Mars, il sera impossible et beaucoup trop cher d'envisager de tels ravitaillements. Les agences spatiales du monde entier cherchent donc des solutions pour rendre leurs astronautes autonomes.

Une méthode différente

Des expériences pour cultiver du riz, du blé, du chou, des radis ou des salades ont déjà été menées dans la Station spatiale internationale (ISS).



La viande de laboratoire, déjà consommée sur Terre

Depuis quelques années, sur Terre, les chercheurs ont trouvé une façon de « cultiver » de la viande en laboratoire : à partir de quelques cellules issues d'animaux, ils parviennent à recréer un aliment qui a la texture de la véritable viande. Le premier « steak » de ce type, qui a coûté 250 000 €, avait été présenté en 2013. Depuis, de la viande de laboratoire est régulièrement produite, notamment du poulet. Sa vente est autorisée dans certains pays comme les États-Unis, Singapour ou le Royaume-Uni.

Mais récemment, l'Agence spatiale européenne (l'ESA) a fait appel à une société de biotechnologie, Frontier Space, qui envisage une méthode différente. Au lieu de faire pousser des plantes, elle souhaite « fabriquer » la nourriture dans une mini-usine spatiale, un bioréacteur. À l'intérieur, les astronautes y placeraient des levures, des sortes de champignons, qui pourraient produire des nutriments (protéines, glucides, graisses) sous forme de poudre. Cette poudre pourrait ensuite être transformée pour prendre la forme et le goût de pommes de terre, de steaks ou de pâtes, un peu comme dans une imprimante 3D.

Une première expérience

Fin avril, un mini bioréacteur a été envoyé quelques heures en orbite, pour tester le comportement des levures en apesanteur. Les scientifiques qui les ont récupérées vont désormais les analyser. Si les résultats sont concluants, l'ESA et Frontier Space envisagent d'installer d'ici 2027, dans l'ISS, un plus grand bioréacteur, qui formera une véritable usine de production alimentaire. ■

La machine à remonter le temps • 24 juillet 1911

La découverte du Machu Picchu

Le 24 juillet 1911, l'explorateur Hiram Bingham arrive par hasard jusqu'à un ancien site inca, le Machu Picchu, qu'il fait connaître au monde entier.

C'est aujourd'hui l'un des sites touristiques les plus visités au monde, après avoir été, pendant quatre siècles, une « cité oubliée ». Dans les montagnes du Pérou, à plus de 2400 m, le Machu Picchu est l'une des sept nouvelles merveilles du monde. Édifié par les Incas au XV^e siècle, il était un important centre religieux et agricole. Mais au XVI^e siècle, il a été abandonné lorsque les Espagnols ont conquis le Pérou. Il est ensuite redécouvert au tout début du XX^e siècle par des archéologues péruviens, qui le visitent et laissent leurs noms gravés sur des murs.

Un site exceptionnel

En 1911, Hiram Bingham, un explorateur et professeur d'histoire américain, mène lui aussi une expédition dans les montagnes au-dessus de la vallée de l'Urubamba. Il y cherche la ville secrète de Vilcabamba, qui a servi de refuge aux Incas pendant la colonisation



espagnole, avant la disparition totale de leur civilisation, en 1572. Lors de ce périple, des familles de paysans lui parlent d'anciennes constructions qu'ils utilisent encore pour l'agriculture. Un de leurs enfants, Pablito Álvarez, y conduit Hiram Bingham. Il découvre alors un site archéologique exceptionnel : des murailles, des terrasses agricoles, des restes de bâtiments... Impressionné, il demande au gouvernement péruvien l'autorisation de procéder à des fouilles,

et met au jour des tombes et de nombreux objets incas. Il cartographie aussi l'ensemble du site et trouve de nouvelles ruines.

Un célèbre explorateur

En 1913, le magazine National Geographic consacre un reportage à ses découvertes. Puis en 1948, il publie son livre *La cité perdue des Incas*, qui permet au monde entier de connaître l'histoire du Machu Picchu. ■

C'est fou!

Noir c'est noir

À Londres, le quartier de Notting Hill est célèbre pour ses nombreuses rues aux maisons très colorées. À tel point qu'il est devenu, ces derniers temps, envahi par les touristes et les influenceurs, en quête de la meilleure photo pour leurs réseaux sociaux. Certains n'hésitent pas à s'asseoir sur les perrons ou à franchir les grilles des maisons pour prendre la pose. Excédés, pour faire fuir ces intrus, les habitants ont décidé de repeindre leurs façades en noir, afin de les rendre moins attrayantes. ■

Héritage encombrant

À son décès, en avril 2024, une habitante de la commune de Sistels, dans le sud-ouest de la France, a légué à une association sa propriété et... un troupeau de 200 moutons ! Plus d'un an après, l'association n'a toujours pas officiellement accepté cet héritage et, en attendant, c'est la mairie qui doit payer pour nourrir tous ces animaux. Des bénévoles se relaient chaque jour pour donner à manger et à boire aux moutons, et entretenir les prés. ■

Remède miracle

Ursel Dees n'est pas une grand-mère comme les autres. À 85 ans, cette Allemande souffre de violents maux de dos qu'elle soigne avec une méthode insolite : elle enchaîne les loopings et les vrilles à 100 km/h, sur un grand huit situé dans un parc d'attractions, près de chez elle. Après plus de 3000 tours en douze ans, le parc vient de lui offrir un abonnement gratuit à vie. ■

Funambule de l'extrême

Relier deux sommets emblématiques du massif du Mont-Blanc, la Dent du Géant et le Mont Mallet, en marchant sur un fil tendu à 800 m au-dessus du sol : c'est l'exploit qu'ont accompli mi-juin une quinzaine d'alpinistes chevronnés. Pour cette traversée en « highline », les sportifs se sont préparés pendant huit mois. Ils ont aussi dû monter tout leur matériel, soit plus de 400 kg, à près de 4000 m d'altitude. Un film documentaire devrait bientôt retracer leur histoire. ■

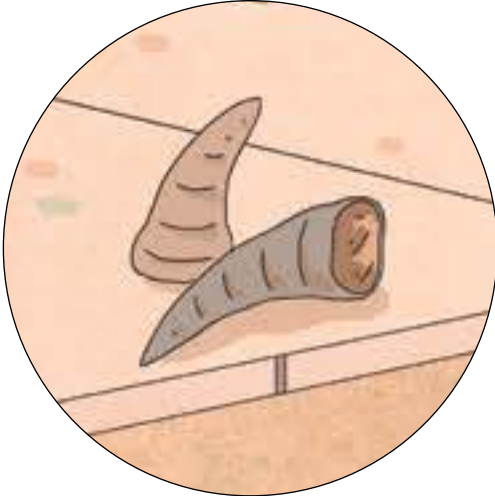
Dans le monde

Mexique



Cette année, les plages du Mexique sont particulièrement envahies par les sargasses, des algues brunes. D'après des scientifiques mexicains, les quantités de sargasses échouées sur les plages pourraient dépasser le record de 2018, qui s'élevait à 522 000 tonnes. Les États de Quintana Roo et du Yucatán, bordés par la mer des Caraïbes, dans le sud-est, sont les plus touchés. Au-delà de leur aspect peu esthétique, ces algues peuvent dégager des gaz toxiques pour les baigneurs, lorsqu'elles se décomposent au soleil. Ainsi, de nombreux touristes annulent leurs vacances dans ces régions. Par ailleurs, elles sont aussi nocives pour la biodiversité : dans l'eau, elles bloquent la lumière pour les coraux et elles piègent les tortues marines. ■

Afrique du Sud



En Afrique du Sud, pour lutter contre les braconniers, les soigneurs coupent les cornes des rhinocéros. Chaque année, des centaines d'animaux sont tués par des braconniers pour s'emparer de leurs cornes, très prisées dans la médecine asiatique, et qui se vendent illégalement à prix d'or. De 2017 à 2023, des chercheurs ont mené une étude dans onze réserves naturelles d'Afrique du Sud : dans les huit qui avaient décidé de couper préventivement les cornes de leurs rhinocéros (une opération qui n'est pas douloureuse pour eux), le nombre d'animaux tués par les braconniers a été divisé par presque deux. L'étude en conclut qu'il s'agit d'une méthode plus efficace et bien moins chère que les systèmes de surveillance mis en place dans les parcs. ■

Iran



À partir du 13 juin et pendant douze jours, Israël a bombardé différentes villes et des sites militaires en Iran. L'attaque lancée par Israël a atteint des entrepôts où étaient stockés des armes ou du pétrole, mais surtout des usines d'enrichissement d'uranium. Depuis plusieurs années, Israël accuse l'Iran de vouloir fabriquer secrètement des armes atomiques avec cet uranium enrichi. En représailles, l'Iran a aussi tiré plusieurs missiles en direction d'Israël. Dans la nuit du 21 juin, les États-Unis ont soutenu Israël, en visant à leur tour des installations nucléaires enfouies sous terre, avec des bombes très puissantes larguées par des avions. Finalement, le 24 juin, l'Iran et Israël ont accepté de cesser mutuellement les bombardements et de reprendre le dialogue. ■

ALBERT Journal jeunesse bimensuel
Petit Journal illustré
édité par : SARL Journal Albert,
36 rue Eugène Gilbert,
63000 Clermont-Ferrand
Directrice de la publication : Julie Lardon
Journaliste : Julie Lardon ;
Illustrations : Yohan Colombié-Vivès ;
ISSN n° 2493-0210 ; CPPAP n° 1025 D 93225
Impression : Decombat (Cébazat-63)
Dépôt légal à parution

www.journal-albert.fr

